



« Campagne Sécu »

en direct des débats

n° 1 - 30 juin 2004

FAISONS-NOUS ENTENDRE !

Le débat sur la réforme de l'Assurance Maladie est ouvert à l'Assemblée Nationale sur fond de polémique entre Bercy et le Ministère de la Santé.

Mais ne nous trompons pas ! La dispute porte sur l'ampleur des mesures à prendre pour organiser le recul de la couverture sociale assurée par la Sécurité sociale. Ce n'est ni la logique financière ni l'iniquité du projet que conteste Bercy.

La note de Bercy a néanmoins le mérite de montrer que le problème du financement de la Sécurité sociale reste entier. Et pour cause ! Le Ministre de la Santé a tout fait pour évacuer du débat les questions fondamentales posées à notre société : quelle doit être la part des richesses créées consacrée à la santé. Quelle réforme du financement pour permettre le progrès scientifique, l'utilisation de technique de pointe, faire face au développement de maladies chroniques, ou découlant du vieillissement de la population ?

Le débat est donc ouvert sans qu'aient été abordées les questions de fond essentielles.

Déjà, un certain nombre d'amendements retenus par la Commission préalablement à l'ouverture du débat nous renforce dans l'idée qu'il faut continuer à faire entendre notre voix avec plus de force.

Ainsi, la CRDS pourrait augmenter de 0,15 % s'ajoutant à l'augmentation de la CSG pour les actifs et les retraités.

Et la Commission, quel scandale, propose de faire financer l'aide à l'acquisition d'une couverture complémentaire et donc les assureurs privés (mutualité, institutions de prévoyance, assurances à but lucratif) par les fonds sociaux de la Sécurité sociale.

Alors oui ! faisons-nous entendre plus fort !

Daniel Prada

BREVES

Au pas de charge !

Après le simulacre de concertation et de négociation avec les partenaires sociaux, la fin de l'examen de la réforme a été fixée au dimanche 11 juillet, confirmant le mépris du gouvernement à l'égard du débat démocratique sur un sujet d'un tel enjeu, bien que 18500 amendements aient été déposés.

La faute aux technocrates

Interrogé par le Président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale, le Ministre des Finances Sarkozy a imputé aux technocrates la " note de Bercy " jugeant inatteignables les objectifs d'équi-

libre financier en 2007 affirmés dans le projet de réforme. Et de revendiquer " le droit du politique " à ne pas suivre l'avis des technocrates. On s'en souviendra...

Un hommage révélateur

Le Premier Ministre a " rendu hommage à ceux qui en travaillant plus permettent à la Nation de sauver son système de retraite par répartition (...) à ceux qui donneront une journée de travail pour la solidarité (...) à ceux qui contribueront au financement du futur de notre assurance maladie ". C'est lui qui le dit !

Corsaires à tribord !

Lors de la présentation de la motion de censure présentée par les députés communistes, Maxime Gremetz déclarait : " Contre vents et marées, vous maintenez d'une main ferme la barre de votre frêle esquif sur le cap de la régression. Aux ordres du capitaine Seillière, vous partez à l'abordage de l'Île au Trésor pour la finance : l'assurance mala-

die ", en dénonçant " une privatisation rampante ".

Sans surprise, la motion de censure a été rejetée.

Un « KIT » pour « le service après vote UMP »

MM Douste-Blazy et Bertrand ont remis aux parlementaires UMP, un kit pédagogique destiné à les aider à expliquer la réforme dans leur circonscription. Composé de fiches pratiques rédigées essentiellement sous forme de questions/réponses, il s'inscrit dans la stratégie " service après vote " du gouvernement.

Un marché de dupes

Jean Pierre DAVANT, président de la Mutualité Française, précisait sur Europe 1 mardi, que " le transfert de charge de la sécurité sociale vers les mutuelles, obligerait ces dernières à augmenter leurs cotisations, ce sont donc les assurés qui paieront toujours plus... "

**Bilan de la pétition au
30 juin 2004**

Nombre d'initiatives :
..... **7 147**

Nombre de signatures :
..... **954 255**